

La Voie de l'emploi

Revue sur la recherche d'emplois et la planification de carrières à l'Î.-P.-É.

Ta nouvelle carrière commence au
COLLÈGE de l'île
 ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
 CANADA
 Programmes de 1 ou 2 ans,
 Croissance, stabilité, responsabilité sociale.
collegedelile.ca

Plusieurs emplois disponibles chez ATLANTIC Beef Products

Atlantic Beef Products aimerait recruter au moins 25 employés de plus pour travailler dans son installation de transformation de bœufs à Albany. Ces emplois sont pour des découpeurs de viande et des ouvriers de production, qui s'ajouteraient aux 150 employés actuels.

Krishna Burugadda, le gérant des Ressources humaines de la compagnie indique que c'est un défi de trouver des employés et de les retenir, comme pour bien d'autres industries à l'Île. En poste depuis un an, il souligne que la pandémie a eu un impact sur le recrutement. Avant son arrivée, plusieurs travailleurs étrangers étaient des étudiants internationaux titulaires d'un visa d'étudiant avec un permis de travail ouvert. Après avoir obtenu un emploi, ils pouvaient demander le statut de résident permanent, ce qui pouvait prendre jusqu'à deux ans pour l'obtenir.

Depuis que la COVID-19 est arrivée au début de 2020, il y a eu des défis avec les retards en immigra-

tion et la fermeture des frontières pour les étudiants internationaux. Ça a été encore plus difficile pour les employeurs de l'Î.-P.-É. de trouver de bons employés. «L'immigration a diminué et explique le grand manque d'employés que nous avons actuellement», dit-il.

L'expérience dans l'industrie de la viande ou de la volaille est un atout pour postuler, mais la compagnie peut aussi donner la formation. Les heures de travail sont du lundi au vendredi de 7 h à 15 h 40 et on paie du temps supplémentaire après 8 heures par jour.

Le découpeur de viande industriel travaille sur le plancher de production. Ils sont impliqués dans les nombreuses étapes de la transformation du bétail en morceaux et



Nous reconnaissons, de gauche à droite : Bruce Andrews, vice-président des Opérations; Russell Mallard, président et Krishna Burugadda, gérant des Ressources humaines. (Photo : Gracieuseté d'Atlantic Beef Products)

en bœuf haché. «La sécurité de notre personnel et la sécurité alimentaire de nos produits sont de la plus haute importance pour nous», d'ajouter M. Burugadda.

Le rôle principal de l'ouvrier de production est d'aider à la production de bœuf, de coupes et de bœuf haché, y compris l'emballage de la viande selon les spécifications et les exigences. Ce travail n'a pas besoin d'expérience en découpe de viande.

L'entreprise cherche également à embaucher un ouvrier agricole pour la ferme d'engraissement de bovins à Kensington. Il s'agit d'un poste de quarts de travail et les heures peuvent varier en fonction du travail.

«Nous offrons un salaire compétitif, des avantages sociaux complets adaptés aux besoins de nos employés et d'excellentes opportunités de croissance et de développement de carrière», d'ajouter M. Burugadda. L'équilibre travail-vie personnelle, les remises et les remboursements des employés font aussi partie des bénéfices.

Les emplois sont ouverts aux

hommes et aux femmes et sont affichés sur Indeed.com et sur le site Web de la compagnie à www.abpi.ca.

Incorporée en 2003, Atlantic Beef Products est une installation de transformation de bœufs à la fine pointe de la technologie. L'entreprise est inspectée au niveau fédéral par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ce qui garantit la plus haute qualité de sécurité alimentaire. Avec un objectif commun d'une industrie bovine locale forte, Atlantic Beef Products est l'aboutissement de la vision, du dévouement et de la coopération de personnes et de groupes clés — les éleveurs de bovins, l'industrie bovine, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral qui travaillent tous ensemble pour une contribution croissante à l'économie du Canada atlantique. De nouveaux marchés et des produits de bœuf de marque tels que Island View Farms™, Blue Dot Reserve™ et Prince Edward Island Certified Beef™ ont contribué à la croissance des activités de l'entreprise.

- Claire Lanteigne



Darlene et son mari Mitchell gèrent l'exploitation et cultivent eux-mêmes la plupart des aliments destinés à leur bétail à Mont-Carmel. Les Sanford sont des éleveurs de bœufs depuis de nombreuses années. (Photos : Gracieuseté)

Les nouveaux arrivants peuvent obtenir un permis de conduire plus facilement

En partenariat avec les écoles de conduite de l'Île-du-Prince-Édouard, le gouvernement a annoncé un nouveau programme pour accélérer l'octroi de permis de conduire pour les nouveaux arrivants. Offert depuis la mi-septembre, le coût est de 700 \$.

«**C**e programme ne s'adresse pas à un grand nombre de personnes», de dire Éric Brookins, directeur général de l'école Safe Drivers PEI. «Mais il va répondre aux besoins d'une certaine niche et résoudre quelques lacunes assez importantes dans le système de permis de conduire de l'Île.»

Il ajoute que la province a actuellement des ententes de réciprocité avec quelques pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon. Cela permet le simple échange de permis de conduire lorsque leurs citoyens déménagent à l'Île.

Les conducteurs de pays n'ayant pas de telles ententes doivent passer les tests existants et passer au moins un an dans le programme gradué, qui s'accompagne de limites de passagers et d'autres restrictions.

«Par exemple, un conducteur qui vient d'un endroit comme la Pologne, avec plusieurs années d'expérience, quand il arrive ici, on lui



Un groupe d'enseignant.e.s de l'école Safe Drivers PEI. (Photo : Gracieuseté)

donne un permis avec plusieurs restrictions, comme s'il était un jeune conducteur sans expérience», d'ajouter Éric.

«Avec ce nouveau programme, nous pouvons évaluer le conducteur d'un autre pays, constater son expérience et lui donner un certificat pour l'obtention d'un permis de conduire sans restriction», dit-il. «Et on peut facilement détecter une personne qui a un permis de conduire, mais n'a jamais conduit. N'importe quel instructeur de conduite peut vous dire, dans la première heure, après avoir été dans une voiture avec quelqu'un, quelle a été son expérience de conduite. C'est une de ces choses que vous ne pouvez tout simplement pas simuler.»

Les conducteurs qui ont déjà de

l'expérience dans leur pays d'origine et qui obtiennent un permis de classe 5 pourront tout de suite demander un permis de conduire commercial, pour conduire un camion ou un taxi, par exemple. Cela leur permet de rechercher d'autres opportunités d'emploi et facilitera leur intégration au marché du travail.

«Ce n'est pas facile pour les nouveaux arrivants de comprendre le processus complexe d'obtenir un permis de conduire à l'Île», poursuit-il. «Certains font l'examen écrit, puis l'examen de la route et à leur grande surprise, ils obtiennent un permis avec un collant jaune comprenant plusieurs restrictions pour au moins un an. Quand ils viennent ici, nous leur expliquons toutes les étapes à suivre.» Quel-

ques étudiants déjà inscrits à son école se sont dirigés dans le nouveau programme.

Ça peut coûter de 200 à 300 \$ pour obtenir un tel permis, mais avec le cours de conduite et les frais de permis, ça passera de 700 à 800 \$, ce qui est une grosse différence. Certaines personnes peuvent décider que ce n'est pas un problème d'avoir des restrictions pour un an ou deux, mais le programme cible les conducteurs qui veulent travailler commercialement ou des parents qui veulent conduire leurs enfants, etc.

M. Brookins ajoute que certains règlements de la route ne sont pas les mêmes partout, comme céder le droit de passage, alors les nouveaux arrivants doivent faire la transition. Conduire en hiver est aussi une chose nouvelle pour plusieurs, mais il croit que c'est une compétence qu'ils doivent développer, ou du moins ils le devraient. Et il est convaincu que quiconque termine le nouveau cours sera prêt à conduire à l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Brookins souligne que ces nouveaux détenteurs de permis de conduire peuvent se trouver un emploi auprès d'une grande variété d'industries, que ce soit pour conduire des camions commerciaux, des camions à patates ou comme chauffeurs de taxi. «Ça ne comblera pas tous les besoins», conclut-il, «car il y a plusieurs offres d'emplois dans le domaine et ce n'est pas difficile actuellement de se trouver un emploi à l'Île.»

Une compagnie de l'Île

Fondée en 2003 par Stewart Brookins, Safe Drivers PEI (SDPEI) est devenue la plus grande école de formation de classe 5 de l'Île-du-Prince-Édouard avec un personnel de plus de 18 instructeurs. Safe Drivers, PEI, est maintenant gérée par son fils Éric, tandis que son père est semi-retraité.

«Nous offrons des cours principalement en anglais, cependant, nous avons des instructeurs qui parlent couramment plusieurs langues, dont le français, le mandarin, l'arabe, le cantonais et plus encore», a ajouté Éric. Avec une flotte de 10 véhicules de formation et plusieurs instructeurs de conduite à travers l'Île-du-Prince-Édouard, SDPEI est bien adapté pour répondre aux besoins de formation de conducteur!

Safe Drivers PEI opère dans toute l'Île-du-Prince-Édouard, y compris, mais sans s'y limiter, Charlottetown, Summerside, Montague, Kinkora, O'Leary, Kensington, Tignish et les régions avoisinantes. Une formation en classe en personne est offerte régulièrement à Charlottetown, Summerside, Montague et O'Leary.

Plusieurs instructeurs de conduite ont été embauchés au cours de l'été et on devrait en recruter d'autres au printemps.

On peut trouver plus d'informations, en anglais seulement, sur le site : <https://safedriverspei.com>.



Une douzième mission de ventes du RDÉE cet automne

Robert Maddix est très fier de coordonner une douzième mission de vente montréalaise pour les entrepreneurs insulaires. Organisée par RDÉE Île-du-Prince-Édouard, la mission se tiendra du 31 octobre au 4 novembre pour les six participants qui s'y rendront en personne. Deux entrepreneurs y participeront virtuellement du 7 au 10 novembre.

Il n'y a vraiment aucune restriction sur le genre de produit ou service qui peut être offert à vendre. Cependant, les participants insulaires doivent obligatoirement avoir une capacité de communiquer en français puisque la majorité des acheteurs montréalais avec qui ils feront affaire sont francophones. Ça peut être le propriétaire de l'entreprise ou un employé qui parle français. On exige que les compagnies de l'Île aient les capacités d'offrir les services et les produits en français et la capacité de répondre aux demandes d'éventuels contrats.

«Pour vendre au Québec, il faut des étiquettes bilingues», a ajouté M. Maddix. «C'est de plus en plus important pour nos entreprises d'avoir de telles étiquettes, c'est un apprentissage et pour exporter des produits ailleurs, il faut aussi que ce soit dans les deux langues.»

M. Maddix ajoute qu'une douzaine de rencontres d'acheteurs potentiels de Montréal et des environs sont prévues pour chaque entreprise. Le groupe se rencontre le lundi soir à Montréal, les visites se font du mardi au jeudi et le vendredi c'est le retour. «Les résultats des rencontres virtuelles sont comparables à ceux des rencontres en personne», dit-il. «En fin de compte, c'est une



Les participants à la mission du printemps. De gauche à droite : Simonne Cormier, d'Au Naturel Solutions; Scott Grady, de Vital Health Supplies et Jacinthe Lemire de Solutions Eureka. Debout : Zack Montreuil, de Chow Time Pet Foods; Sébastien Manago, de Double Hill Cidery; Evan Hawley, de Chow Time Pet Foods; Maureen Hanley et Alexandre Hanley, de Navigate Food Safety Solutions; Selma Brahami, de la firme Clientis; le coordonnateur de la mission, Robert Maddix, de RDÉE Î.-P.-É. et Solange Ake, de Fusion Gift Boxes. Deux autres entreprises de l'Île, Glow Juicery et Les Productions Cuisine à Mémé, ont participé à la mission virtuellement. (Photo : Gracieuseté)

question de confort et de disponibilité pour nos participants. Certains préfèrent faire affaire face à face tandis que d'autres sont aussi confortables à participer à des rencontres par vidéoconférence.»

Il ajoute que 40 pour cent des frais des participants (aller-retour à Montréal, transport par taxi dans la ville, repas, chambres d'hôtel) sont remboursés.

«Nos missions connaissent toujours un très grand succès», a renchéri M. Maddix, coordonnateur des missions de vente au RDÉE. «Les entreprises de l'Île vont d'un marché de 160 000 personnes ici à plus de quatre millions dans l'agglomération de Montréal. Elles réussissent continuellement à signer des contrats

de vente substantiels et reçoivent donc toujours un très bon retour sur leur investissement de temps et d'argent.»

La firme Clientis du Québec est le partenaire de longue date du RDÉE pour ces missions. Elle a encore été retenue pour rencontrer chacune des entreprises participantes pour bien connaître leur offre de produits et services et ensuite pour leur fixer des rencontres individuelles avec une douzaine d'acheteurs potentiels. Clientis livrera alors à chacun des participants deux séances de formation sur la présentation efficace et la vente de leurs produits ou services spécifiques pour maximiser leurs chances de ventes.

«Clientis a l'avantage d'être québécoise et de pouvoir explorer les méthodes d'opération des acheteurs potentiels, donc ses consultants peuvent très bien orienter nos participants pour leurs rendez-vous avec chacun des acheteurs qu'ils rencontreront», explique M. Maddix.

En plus des entreprises qui décrochent souvent d'importants contrats d'un ou deux millions de dollars, les participants reviennent contents de ce qu'ils ont accompli.

Ils soulignent avoir établi ou solidifié de très bonnes relations avec des gens et des entreprises qui s'intéressaient à leurs produits ou service. «Une compagnie de contrôle de la nourriture doit finaliser un contrat international avec une compagnie qui a 30 manufactures en Amérique du Nord. Ça représente plus d'un million de \$», d'ajouter M. Maddix.

Suite à ces rencontres face-à-face ou virtuelles, certains sont prêts à acheter immédiatement tandis que d'autres veulent obtenir des échantillons de produits, des devis ou propositions. Les entrepreneurs insulaires considèrent qu'il y a un très grand potentiel de ventes et ils doivent s'assurer de faire les suivis.

M. Maddix ajoute que RDÉE Î.-P.-É., appuyé par l'APÉCA et Innovation ÎPÉ, mène habituellement deux missions par année à Montréal et les environs. Jusqu'à maintenant, ces missions ont généré plusieurs millions de dollars en ventes pour l'Île! «Voilà pourquoi nous continuons à organiser mission après mission, d'année en année», de conclure fièrement, M. Maddix.

- Claire Lanteigne

ENTREPRISES PARTICIPANTES :

Lors de cette 12^e mission, les six entreprises qui se rendront à Montréal sont : Vital Health Supplies, de Summerside; Chow Time Pet Foods, de Charlottetown; Arsenault Family Lumber, de Baie Egmont; Kaneshii Vinyl Press, West Royalty; Jaxon Naturals Healthy Living, Abram Village et Westech Agriculture Ltd. d'Albertain. La Voix Acadienne, de Summerside et La Frenchouse, de Charlottetown, participeront virtuellement.



Des formations en ligne gratuites pour le développement des compétences

eForcePEI est une initiative financée par le Gouvernement provincial qui vise à améliorer les capacités de formation des Insulaires. Qu'ils soient à la recherche d'un emploi, ou qu'ils soient employés, ou employeurs, des centaines de formations en ligne gratuites sont accessibles sur le site web d'eForce. Actif depuis 2013, ce projet est géré par Holland College de Charlottetown, au département «Customized Training» (formations personnalisées) et plus précisément par Emma Murray et Olivia Ford qui ont accepté de parler avec La Voie de l'emploi afin de nous aider à découvrir eForcePEI.



Emma Murray et Olivia Ford. (Photo : www.facebook.com/eForcePEI)

Le site d'eForcePEI compte plus de 12 600 étudiants actifs et chaque mois plus de 100 nouveaux membres s'inscrivent à la plateforme. En effet, il est vraiment facile d'activer un nouveau compte, il faut juste une adresse courriel. Par la suite, on a le droit de se connecter dans la bibliothèque des formations en ligne et on peut chercher le cours qu'on désire. Il en existe de toutes sortes : amélioration de l'organisation au travail et à la maison, apprendre ou améliorer l'utilisation des logiciels Office (Word, Excel, PowerPoint, etc.) ou Photoshop, Gestion financière, Service à la clientèle et plus encore. Toutes les formations sont gratuites et, après un examen, elles donnent

droit à une certification qui peut être ajoutée à un curriculum vitae et utilisée activement pour une recherche d'emploi.

Les employeurs peuvent proposer des formations à leurs employés ou tout simplement améliorer leur propre curriculum en participant au programme. Chacun est libre de choisir le cursus qu'il désire, d'y investir le temps qu'il veut et même de refaire le cours en cas de besoin. Emma Murray et Olivia Ford sont à votre disposition (902-566-4716 ou omford@hollandcollege.com) pour vous conseiller sur le meilleur parcours à suivre, vous donner les renseignements techniques nécessaires et même demander la traduction en français des

cours, qui sont en anglais (avec transcription au besoin). Vous pouvez aussi demander que de nouvelles formations soient ajoutées, selon vos besoins et intérêts : le service offert par les deux gestionnaires est vraiment complet. En plus de

vous renseigner via le site Web : <https://eforcepei.skillspass.com/> vous pouvez participer aux événements organisés pour faire connaître le projet. Le prochain est prévu pour le début 2023.

- Valerio Herera

La Voie de l'emploi

Revue sur la recherche d'emplois et la planification de carrières à l'Î.-P.-É.

5, Ave Maris Stella, Summerside (ÎPÉ) C1N 6M9
902-436-6005
marcia.enman@lavoixacadienne.com

Responsable de la publication : Marcia Enman
Journalistes : Claire Lanteigne et Valerio Herera
Mise en page : Alexandre Roy

La Voie de l'emploi est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Î.-P.-É. Elle est le résultat d'une entente financée dans le cadre de l'Entente Canada-Î.-P.-É. sur le développement du marché du travail. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur.e et ne représentent pas nécessairement celles des gouvernements du Canada et de l'Île-du-Prince-Édouard.

<https://lavoiedelemploi.com>

La Commission scolaire de langue française



Avez-vous toujours rêvé de travailler dans une école?

LA CSLF RECRUTE!

La Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard est à la recherche de personnel dans chacune de ses six écoles et ce, dans tous les domaines!

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Nathalie Malo, gestionnaire des ressources humaines.

902-854-2975
nmalo@edu.pe.ca

